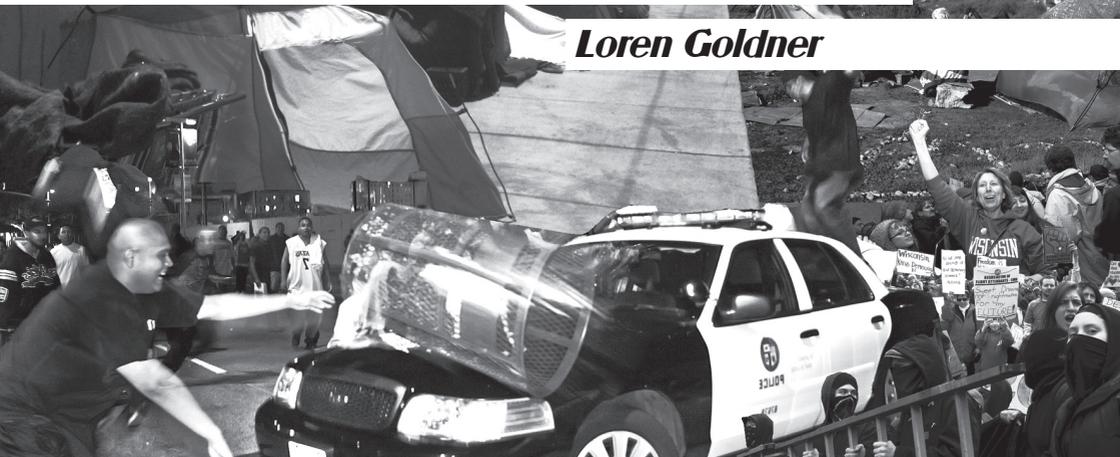




La lutte de classes aux États-Unis depuis le krach de 2008

Loren Goldner





Depuis juillet 2011, les médias dominants parlent de plus en plus fréquemment d'une « récession » « à double plongée » aux États-Unis. Mais nous pouvons affirmer sans crainte que, pour la plupart des travailleurs, la « récession » n'a jamais pris fin, et qu'elle va s'aggraver.

ANTÉCÉDENTS

Pour comprendre la lutte des classes aux États-Unis depuis la crise financière de 2007-2008, il nous faut d'abord rappeler brièvement l'histoire des quatre décennies précédentes, depuis la fin de l'insurrection des dernières années 1960 et du début des années 1970. Comme on le sait, depuis 1973 environ, l'histoire de la classe ouvrière américaine est celle

d'une régression et d'une suite quasiment ininterrompue de défaites. On l'a décrite comme « une guerre des classes au cours de laquelle un seul camp se battait ». Pendant cette période, les salaires réels ont baissé de 15 % au bas mot et dès 1960 on a assisté à la disparition de la famille ouvrière vivant sur un salaire unique. De nos jours, il faut 2 ou 3 salaires à la famille ouvrière typique, dont un pour couvrir les frais de logement (50 % du revenu du foyer). La semaine de travail moyenne s'est allongée d'au moins 10 % pour ceux qui ont un travail à temps plein ; en réalité la force de travail ressemble de plus en plus à « la société en forme de sablier », avec une couche de « professions libérales » qui travaillent 70 heures par semaine et une majorité de la population pré-

carisée par des emplois intermittents à temps partiel.

Pendant la même période, les 10 % de la population formant la couche supérieure se sont vu attribuer environ 70 % de toutes les augmentations de revenu. Et on sait bien aussi que de vastes régions du nord-est autrefois industriel ont été transformées en « poubelles », où les emplois de « service » peu rémunérés et sans avenir (par exemple Walmart) se substituent aux anciens emplois ouvriers relativement stables et correctement payés. Les États-Unis ont, avec la Corée du Sud, les lieux de travail les plus dangereux du monde capitaliste « avancé » : 14 travailleurs y meurent quotidiennement. 2 % de la population (sept millions de personnes)¹, majoritairement des Noirs et des Latinos, sont en attente d'un jugement, en prison ou en libération conditionnelle, surtout à cause de la « guerre contre la drogue ». Des centaines de milliers de personnes perdent leur logement après avoir perdu leur travail, le nombre des sans-abri monte en flèche, et la « guerre contre les pauvres » s'intensifie par le harcèlement policier, l'entassement des gens dans des refuges sordides semblables à des prisons et la criminalisation de ceux qui vivent dans la rue.

Voici donc un instantané de la réalité sociale dans « le pays le plus riche du monde ».

LE DÉCLIN DE LA GRÈVE

Face à cette offensive capitaliste depuis la décennie 1970, et sans parler de la grève sauvage, la grève classique est devenue quasi inexistante. 20 % des travailleurs américains ont participé à une grève ou un lock-out chaque année au cours des années 1970 contre seulement 0,05 % en 2009. Les vieux syndicats industriels ont été sérieusement affaiblis par la désindustrialisation ; ils représentaient 35 % de la main-d'œuvre en 1955 mais seulement 12 % aujourd'hui, et la plupart de ceux qui existent encore sont des syndicats du secteur public². (Afin de dissiper toute ambiguïté, je précise que jusqu'en 1973, la plupart des grandes centrales syndicales luttaient contre les mobilisations sauvages de la base et pas contre les capitalistes. Il n'en reste pas moins que la diminution du nombre de leurs adhérents est due en partie à leur incapacité à assurer même ce « syndicalisme de négociation » qui les caractérisait au cours des années 1970.) Lorsqu'ils font grève, les travailleurs qui ont encore des emplois permanents, des salaires décents et une couverture sociale, restent, presque sans

1 — L'accroissement de la population carcérale depuis 1970 reflète presque exactement le nombre d'emplois industriels perdus au cours de la même période. Les États-Unis détiennent 25 % de la population carcérale mondiale.

2 — La police et les gardiens de prison anti-classe ouvrière représentent un fort pourcentage des syndiqués du secteur public.

exception, dans les limites de la légalité et des « cellules de négociation » dont les objectifs sont étroitement déterminés et leur assurent la défaite avant même d'engager la lutte.

ENDETTEMENT DES CONSOMMATEURS EN CASCADE

Après les années 1970, la classe ouvrière américaine et la « classe moyenne » (terme truffé d'idéologie qui se réfère au moribond « rêve américain » d'un travail stable, d'un logement à soi et d'une retraite décente) ont compensé la baisse des salaires réels en s'endettant de plus en plus. Dès les années 1990 s'y est ajoutée la bulle immobilière, propagée par le mythe promotionnel des médias (« les prix de l'immobilier ne baissent jamais ») et grossie, dans les années 2000, par la bulle des sub-primes. C'était l'époque où presque tout le monde pouvait obtenir un prêt et acheter son logement, ou obtenir un second prêt, et utiliser ces « avoirs » imaginaires pour obtenir encore plus de crédits. La « relance » suite à la dégringolade de la bulle informatique de 2000-2003 était en grande partie liée au secteur de la construction et de ses industries satellites, ameublement et électroménager par exemple. Cet empilement de dettes de consommation par les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou du secteur tertiaire, suivait en parallèle l'augmentation jusque-là inouïe de la dette de l'État (État Fédéral, états ré-

gionaux ou municipalités), ainsi que la dette extérieure des États-Unis (total net des dollars détenus à l'étranger, moins les actifs américains à l'étranger) qui s'élève à plus de 10 000 milliards de dollars.

Ainsi, avec l'éclatement de la bulle immobilière en 2007, suivi en 2008 par des convulsions dans le secteur bancaire, l'irruption de la crise ne fut que le point culminant d'un long processus d'atermoiement par une cascade de dettes depuis les années 1970, révélant une crise du profit sous-jacente (et finalement de la valeur au sens que lui donnait Marx) dans l'économie « réelle ». Mais c'est une autre histoire, qui n'a pas sa place dans cet article.

LA DYNAMIQUE POLITIQUE

Pour avoir une vue globale du climat social, il ne faut pas négliger l'élection de Barack Obama en novembre 2008 (il a probablement été élu grâce à l'irruption de la crise en octobre, quelques semaines auparavant). Comme en 1929-1934, la majorité des Américains ont d'abord réagi au krach par un silence abasourdi. Obama, que la « droite » (le Parti républicain et, depuis deux ans, le Tea Party, faction de droite radicale des Républicains) dénonce comme « socialiste » (et aussi comme « musulman » et même « marxiste »), a en fait mis en œuvre des politiques plus à droite que son prédécesseur George W. Bush dans presque tous les domaines. La réaction à ces politiques est restée

très feutrée car sa base libérale (au sens américain du terme) a accordé le bénéfice du doute à son gouvernement. Obama a intensifié la « guerre contre le terrorisme » qui s'est de plus en plus souvent étendue à l'opposition intérieure³ ; il a enfoncé le pays dans ses guerres perdues d'avance au Moyen-Orient (Irak, Afghanistan) et dans les bombardements du Pakistan au moyen de drones. Dans son « équipe économique » figuraient des tueurs à gage connus comme Lawrence Summers (qui, en tant que sous-secrétaire au Trésor, avait supervisé le matraquage de la Corée du Sud lors de la crise asiatique de 1997-1998), Paul Volcker (qui, en tant que directeur de la Banque de réserve fédérale, avait géré la profonde récession de 1979-1982), et Tim Geithner (ancien directeur de la Banque de réserve de New York). Cette équipe a organisé les sauvetages colossaux des banques qui s'écroulaient et des institutions immobilières en garantissant à 100 % des milliards de dollars de prêts pourris, tout en ne faisant rien, ou très peu, pour les travailleurs, sans parler des sans-abri et d'une population en voie de marginalisation.

La « réforme » orwellienne de la santé par Obama (elle aussi dénoncée comme « socialiste ») a été pratiquement rédi-

gée par les grandes compagnies privées d'assurance-santé qui dominent le système de santé américain rétrograde.

En décembre 2010, Obama a prolongé le versement des allocations de chômage en « passant un marché » avec le Congrès qui a aussi reconduit les abattements d'impôts consentis aux riches par Bush et qui avaient coûté au gouvernement fédéral une perte de revenu fiscal de 200 milliards de dollars par an chaque année depuis 2001, cependant que les guerres en Irak et en Afghanistan ont coûté 1,5 milliard de dollars, sinon plus. Son administration a supervisé plus d'expulsions d'immigrants illégaux que pendant toutes les années Bush, frappant le plus durement les Latino-Américains marginaux arrivés dans le pays avant 2007 lors du boom immobilier pour travailler dans le bâtiment, et qui ont perdu leur travail quand ce secteur s'est effondré.

En juin et juillet, à l'occasion de la comédie qui se jouait à Washington au sujet du déficit fédéral américain, la minorité de droite radicale (Tea Party), grâce à son énorme influence à la Chambre basse du Congrès, a couvert un nouveau virage à droite d'Obama en prévision de coupes importantes dans les « droits sociaux » – autre expression bourrée d'idéologie pour désigner les

3 — En septembre 2010, des membres de l'organisation Freedom Road (marxiste-léniniste), active dans le mouvement américain contre la guerre, ont subi des descentes du FBI dans plusieurs villes, avec saisie d'une bonne partie de leur équipement électronique. Ils ont été accusés d'avoir des contacts avec des groupes « terroristes » tels que les FARC (Colombie), le FPLP (Palestine) et le Hezbollah (Liban). Il est maintenant tout à fait possible que le fait d'écrire un article au sujet d'une de ces « organisations terroristes étrangères » puisse constituer un « soutien au terrorisme » en vertu de la loi de sécurité intérieure américaine.

soins médicaux pour les pauvres et les personnes âgées et le système de sécurité sociale des retraités. Tout ceci pour illustrer le rôle historique du Parti démocrate, qui est de mettre en place des politiques qui se heurteraient à une forte opposition si elles émanaient des Républicains.

LE BON ET LE MÉCHANT

On a dit que le système américain était composé d'un parti de droite et d'un parti d'extrême droite. Depuis les années 1880 au moins, les deux partis dominants jouent la comédie du bon et du méchant. La moitié la plus pauvre de la population ne vote pas et la politique institutionnelle n'est plus qu'un jeu de pure forme qui nourrit la passivité et le cynisme de tous. C'est un des éléments du contexte qui explique des phénomènes aussi bizarres que le Tea Party actuel. Lorsque les gens se rassemblent pour protester, le populisme de droite, et plus rare aujourd'hui, celui de gauche (la révolte du « petit ») sont les premières soupapes de sécurité du système.

Le Tea Party a émergé en tant que force à l'aile droite du Parti républicain dès 2009 et il exprime, mieux que les autres regroupements politiques organisés, la rage populiste de droite qui fait partie du paysage politique américain depuis la fin de la décennie 1970 de manière intermittente. A ma connaissance, il n'y a pas d'équivalent notable de l'idéologie du Tea Party en Europe.

Il représente « une fraction en déclin de la démographie » : des Blancs âgés, de la classe « moyenne » ou « moyenne-supérieure », qui s'imaginent que les problèmes de l'Amérique peuvent être résolus grâce au strict équilibre du budget à tous les niveaux du gouvernement, et donc grâce à un « minimum d'État » supervisant un « libre marché » sans entraves.

Une telle économie n'a jamais existé, même avant 1914 lorsque l'État ne représentait qu'une part réduite du « PIB », mais jouait tout de même un rôle central dans la politique tarifaire, l'éviction des Indiens en faveur de l'expansion de l'économie esclavagiste du Sud, ainsi que dans l'appropriation des terres pour la construction des chemins de fer et des canaux. Bien entendu, le contenu concret de cette illusion du Tea Party renforcerait beaucoup un État répressif et le maintien de l'empire américain (en déclin) par des moyens militaires, tout en ravageant ce qui demeure des aspects « sociaux » de l'État, que la droite radicale américaine associe au New Deal « socialiste » des années 1930 et à la « Bonne Société » de Lyndon Johnson dans les années 1960. Sa base sociale, blanche dans son écrasante majorité, révèle le programme véritablement racial bien que sous-entendu (en grande partie) de personnes que les tendances démographiques (la population blanche serait minoritaire en 2050), et un président noir, effraient. La véritable fonction du Tea Party dans la politique américaine est de permettre

au « centre » (Obama et consorts) de virer de plus en plus à droite, permettant ainsi au « centre » d'apparaître comme une alternative rationnelle et sensée aux « fondamentalistes du marché ».

Il est important de signaler que la conviction quasi universelle qu'une élite, banquiers ou régulateurs de l'État, est « responsable » de la crise, étouffe toute analyse sérieuse de la « crise de la valeur » sous-jacente, dont les banques, le crédit pour la consommation, les bulles immobilières ou la régulation des États ne sont que des épiphénomènes.

En novembre 2010, la rage populiste de droite à l'encontre des mesures « socialistes » d'Obama (le sauvetage des banques, la « réforme » de la santé, les faibles tentatives, symboliques surtout, de régulation de la finance par les États) a considérablement avantagé les Républicains dans les deux chambres du Congrès en éliminant une majorité démocrate à la Chambre (basse) des représentants et en s'emparant presque du Sénat. Une bonne partie de la base d'Obama de 2008, déçue (ou dégoûtée) par son action en faveur du grand capital sans trop s'en cacher, est restée chez elle. (Il ne faut pas négliger la rage populiste de droite contre la peau noire d'Obama, qui s'exprime rarement publiquement.)

« RÉCESSION » ET RÉSISTANCE FEUTRÉE

Depuis l'automne 2008, le taux de chômage aux États-Unis a atteint 9,1 %, et il est très vraisemblablement plus proche de 15 %, ces chiffres étant constamment « révisés » en excluant quiconque travaille une heure par mois ainsi que les millions de personnes qui ont renoncé à l'idée de trouver du travail. Des centaines de milliers de gens ont perdu leur logement après avoir perdu leur travail, particulièrement dans les anciennes régions du « boom », comme Central Valley en Californie, Las Vegas ou la Floride ; des millions d'autres sont titulaires de prêts « noyés » (plus élevés que la valeur réelle de leur bien). Les maisons vides s'accumulent depuis des années et les prix de l'immobilier continuent à baisser. Au moment où j'écris – fin août 2011 – les Bourses mondiales sont fortement secouées et ces chiffres pourraient devenir caducs dans quelques jours.

Pour en revenir à l'écroulement du secteur immobilier, on est frappé par l'absence presque totale de résistance collective face aux saisies⁴ et aux évictions⁵. Cela contraste fortement avec le début des années 1930 lorsque, par exemple, dans la ville de New York, des milliers de gens se rassemblaient pour protéger les voisins menacés d'expulsion⁶,

4 — Action d'une banque ou d'une agence de prêt quand un propriétaire ne peut pas rembourser son prêt.

5 — Il y a éviction lorsqu'un propriétaire défaillant ou un locataire qui ne paye pas son loyer est expulsé par la police.

6 — Pour un récit de la résistance depuis 2007, voir l'article d'Henri Simon dans paru d'abord dans *Échanges* n° 130 (automne 2009), « La crise aux États-Unis, conséquences sociales, restructurations et mesures d'adaptation », traduit en anglais dans *Insurgent Notes* n° 1.

ou bien dans les zones rurales où des fermiers, souvent armés, tentaient de protéger leurs terres contre la saisie par les banques. Un camarade, dans l'une des villes les plus économiquement dévastées (Baltimore, Maryland), qui décline tout autant que Détroit depuis les années 1970, relate que la grande majorité des expulsés et victimes d'une saisie ont simplement « honte » de leur situation, la cachent à leurs voisins et partent la nuit sans faire de bruit.

ATTAQUES CONTRE L'ASSURANCE-SANTÉ ET LES RETRAITES

Depuis 2007-2008, la lutte des classes ouverte s'est en grande partie déplacée du lieu de travail vers une confrontation avec l'État en faillite, à tous les

niveaux (fédéral, régional et municipalités). Mais ce déplacement avait été préparé par la défaite antérieure des travailleurs dans presque tous les secteurs industriels, dont la première fut celle des travailleurs de l'automobile. On pouvait diaboliser les travailleurs du secteur public et leurs services après des décennies de propagande en faveur de la privatisation en les accusant d'être des parasites surpayés et privilégiés parce qu'ils étaient les derniers à bénéficier d'un emploi relativement stable et de prestations sociales.

La confrontation au sujet du coût de l'assurance-santé est presque une constante, en raison du « système » rétrograde d'assurance-santé privé en vigueur en Amérique.

Les États-Unis sont le seul des pays capitalistes « avancés » à n'avoir pas



d'assurance-santé universelle. En 2009, 50 millions de personnes n'en avaient pas. Les coûts de cette assurance s'élèvent à 15 % du « PIB » et on pense qu'ils s'élèveront à 20 % d'ici 2020. Le Canada, qui a une assurance-santé universelle, dépense 10 %. On estime que la disparition des assureurs-santé privés (HMO, Health Management Organizations, entreprises qui gèrent l'assurance-santé) et de leurs coûts administratifs, éliminerait 20 % à 30 % des coûts de l'assurance-santé. D'autres coûts s'y superposent en raison de la relation étroite qui unit les grandes entreprises pharmaceutiques (« Big Pharma ») et la classe politique (par exemple, la loi fédérale interdit aux États d'acheter des médicaments génériques moins chers au Canada). En majorité, les Américains penchent pour un système universel à « un seul payeur », mais les partis politiques dominants et les médias ont littéralement bloqué la discussion sur la possibilité de choisir.

Même avant que la crise n'ait atteint son point culminant, bon nombre des grèves qui ont eu lieu avaient l'assurance-santé pour thème central⁷. (Pour beaucoup de gens, les familles en particulier, la couverture-santé liée à un emploi dans le privé est aussi importante, sinon plus, que le salaire lui-même.) Parce que la crise a considérablement réduit les revenus fiscaux des États et des municipalités, il est devenu de plus en plus difficile de payer l'assurance-santé et les pen-

sions des retraités du secteur public. A tous les niveaux, les hommes politiques, les démagogues et les groupes d'experts se lamentent sur « les coûts exponentiels de l'assurance-santé », mais font taire toute discussion sérieuse sur leur véritable origine : la gestion de l'assurance-santé par les compagnies d'assurance privées et les prix outrageusement élevés que pratiquent les grandes firmes pharmaceutiques.

A partir de 2014, chacune des 50 millions de personnes qui n'ont actuellement pas d'assurance-santé seront passibles d'une grosse amende si elles ne souscrivent pas une assurance privée ; les tarifs en vigueur pour une personne sont d'environ 500 dollars par mois, plus de 1 000 dollars pour une famille. (Au moment où j'écris, un tribunal a jugé que ce point de la « réforme de l'assurance-santé » était anticonstitutionnel, mais le gouvernement Obama fera appel de ce jugement auprès d'un tribunal supérieur).

Aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, on ne peut pas dissocier la crise de l'assurance-santé de celle des retraites. Depuis les années 1990, des employeurs de plus en plus nombreux ont cessé de verser des pensions incluant des « prestations sociales définies » pour cotiser au « 401 k », système dans lequel l'employeur et l'employé versent de l'argent à un fonds qui est ensuite investi... en bourse, et cela implique (bien entendu) la rémunération du

7 — David Himmelstein a publié depuis 2000 plusieurs études sur les coûts du système de santé privé aux États-unis et au Canada. La situation n'a fait qu'empirer au cours des dix dernières années.

courtier. Des études ont démontré que 401 K ne laisse aux retraités que 10 % à 33 % de ce que leur versait l'ancien système (et qui à son apogée ne concernait qu'un tiers de la main-d'œuvre).

S'ajoutant aux futures attaques du Congrès contre Medicare et la sécurité sociale, cette tendance suggère un appauvrissement très rapide des personnes âgées. Cette crise épuise les budgets des administrations des États et des municipalités et ils ne peuvent plus payer les pensions du secteur public. (Par exemple, en novembre 2009, les employés des transports de Philadelphie ont déclenché une grève de six jours pour obtenir une augmentation des prestations liées à leurs retraites.)

LA DERNIÈRE « FORTERESSE OUVRIÈRE » DE L'INDUSTRIE : LA DÉFAITE DE L'UAW

Après des décennies d'agressions contre la classe ouvrière, une victoire décisive a pour ainsi dire marqué la fin d'une époque lorsque le syndicat United Auto Workers (UAW) a accepté en 2007 un contrat à deux vitesses dans les sociétés automobiles GM, Ford et Chrysler, les « Trois Grands » ; ce contrat a été ratifié en toute hâte malgré l'opposition généralisée de la base. Dès lors, les embauches chez les « Trois Grands » se sont négociées à 14 dollars de l'heure contre 27 pour les ouvriers embauchés précédemment. Depuis la seconde guerre mondiale, le contrat UAW était un accord « modèle » pour de nombreux autres secteurs indus-

triels, et au cours des trois années qui ont suivi cette ratification, la proportion de contrats à deux vitesses est passée de 2 % à 12 % aux États-Unis.

En 2009, au milieu de la crise financière, GM et Chrysler ont tous deux fait faillite et ont été repris par le gouvernement américain. Cette faillite n'était qu'une stratégie pour restructurer leurs obligations débitrices, et en premier lieu à l'égard de leurs retraités. Quelques semaines plus tard, une fois les deux entreprises sorties d'affaire, l'UAW est devenu un de leurs actionnaires importants. Grâce à la procédure de faillite, les sociétés s'étaient libérées d'une dette de 50 milliards de dollars envers le fonds d'assurance-santé pour les retraités de l'automobile. Un nouveau fonds, VEBA (Voluntary Employee Beneficiary Association, contribution volontaire des salariés à un Fonds pour leurs prestations), sera géré par l'UAW et basé exclusivement sur la valeur des actions de GM et de Chrysler sur le marché. Une chute des actions ou une nouvelle faillite de l'un ou de l'autre laissera deux millions de retraités UAW et leurs dépendants sans assurance-santé et leurs pensions seront réduites ou prises en charge par le gouvernement américain après réduction.

ATTAQUES CONTRE LES SALARIÉS DU SERVICE PUBLIC : LE WISCONSIN

Ayant abattu le syndicat qui avait servi de modèle pour les accords salariaux dans l'industrie américaine pendant

soixante ans (dans les entreprises américaines des Trois Grands, le nombre total d'emplois décline depuis des décennies bien que des groupes automobiles étrangers investissent lourdement dans des sites non syndicalisés dans le Sud), le capital a intensifié son offensive en 2011 en s'attaquant aux employés du service public et à leurs services, comme on a pu le constater très clairement dans l'État du Wisconsin, mais on trouve des évolutions similaires dans l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, la Californie, le Connecticut, le New Jersey, l'État de New York et la ville de New York. Au Wisconsin, Scott Walker, un gouverneur républicain récemment élu, a essayé d'abolir la négociation collective, déclenchant ainsi la mobilisation ouvrière la plus importante (et la plus soutenue) de l'après-2008.

Lors des élections de novembre 2010, Scott Walker et le Parti républicain ont repris le gouvernement de l'État du Wisconsin dans le cadre des succès écrasants remportés par les Républicains. (Il est apparu plus tard que Walker avait des liens étroits avec les frères Koch, milliardaires d'extrême droite, qui considéraient visiblement le Wisconsin comme une expérience stratégique et tactique à exporter ailleurs.) Une fois au pouvoir, ils ont accordé de substantiels allègements d'impôts aux riches et aux grandes entreprises, et on ensuite pu-

blié un budget de l'État en déficit, que ces allègements avaient encore aggravé. Walker a proposé une série de lois en vue de réductions drastiques des services sociaux, permettant au gouvernement de l'État de privatiser à volonté, et abolissant le droit de négociation collective pour les salariés du service public⁸.

Dans tout l'État, la réaction immédiate a été une série de grèves dans les écoles et un « congé de maladie sur place » des enseignants qui était en fait une grève sauvage. A Madison, l'immeuble du Capitole de l'État a été occupé par des milliers de personnes pendant plusieurs semaines, et des manifestations de masse ont eu lieu chaque week-end jusqu'au 12 mars ; ce jour-là 125 000 travailleurs se sont rassemblés (les pancartes et les slogans du mouvement faisaient clairement écho à l'occupation de la place Tahrir au Caire, mais contrairement à ce qui s'est passé en Egypte, le mouvement du Wisconsin n'a pas réussi à renverser Walker).

Le problème de base révélé par ce mouvement était la capacité du Parti démocrate et des syndicats à le contrôler et à désamorcer une émotion réelle dans le but d'organiser une grève générale dans tout l'État. Cette méthode a été maintes fois reproduite dans d'autres États, bien que nulle part la résistance à des coupes similaires n'ait atteint la profondeur de celle du Wisconsin. Il existe un lien étroit entre les Démocrates

8 — Pour les détails de la lutte, en février-mars de cette année, voir deux articles de Loren Goldner sur le site de Break Their Haughty Power et la lettre « Plus sur Madison » dans *Insurgent Notes* n°4 (août 2011). Et, en français : « Que s'est-il passé dans l'État du Wisconsin ? » (H. S.) et « Une visite à Madison » (L. G.) dans *Échanges* n° 136 (printemps 2011).

LUTTES ET DÉFAITES DE MOINDRE AMPLEUR

et les syndicats car ces derniers contribuent largement à alimenter les fonds de campagne du parti, qui proviennent des cotisations des adhérents. C'est ainsi qu'en Californie, dans l'État de New York, au Minnesota et au Connecticut, les gouverneurs démocrates, élus grâce au solide soutien financier des syndicats, ont fait passer des réductions budgétaires des services publics semblables à celles de Walker, mais ont maintenu les apparences d'une négociation collective. Dans d'autres États contrôlés par les Républicains, les résultats ont été plus hétérogènes, et il est arrivé à ces gouvernements d'éviter un conflit total à cause du conflit au Wisconsin.

Au Wisconsin proprement dit, après l'apogée de la mobilisation de masse en mars, les Démocrates et les syndicats ont canalisé le mouvement en vue d'élections en tentant de convoquer divers hommes politiques Républicains à une élection et d'élire des Démocrates, masquant totalement le fait que les Démocrates qui avaient perdu le pouvoir en novembre 2010 avaient déjà imposé une bonne dose d'austérité et prévoyaient d'en imposer encore plus⁹.

Bref, les Démocrates et les syndicats ont bien joué leur rôle de contrôle social de la résistance à cette agression, dans tout le pays¹⁰.

Aux États-Unis d'autres luttes de moindre ampleur ont aussi abouti à des défaites totales ou partielles. A Chicago en novembre 2008, les ouvriers de l'usine Republic Doors & Windows (portes et fenêtres) s'aperçurent que des machines disparaissaient pendant la nuit, signe manifeste d'une fermeture imminente. Le 2 décembre 2008, la direction de l'entreprise annonça qu'elle fermerait dans les trois jours. Le 5 décembre, jour prévu de la fermeture, 240 ouvriers, principalement Noirs et Latinos (adhérents de l'UE, United Electrical Workers, syndicat jouissant d'une réputation un peu plus militante que d'autres) occupèrent l'usine et exigèrent des indemnités de licenciement ainsi qu'une assurance-santé. Le 10 décembre, ils acceptèrent des indemnités de licenciement d'environ 7 000 dollars chacun et deux mois d'assurance-santé. La direction accusait la Bank of America de lui avoir coupé les crédits mais venait d'acheter une usine de fenêtres sans syndicats dans l'État voisin de l'Iowa. Les ouvriers installèrent un piquet de grève devant la banque et d'autres travailleurs les ravitaillèrent, apportèrent des couvertures et des sacs de couchage pendant l'occupation¹¹.

9 — Début août, ces campagnes de réélection n'ont pas réussi à balayer la majorité Républicaine à la Chambre haute du Wisconsin malgré une mobilisation massive et des dépenses importantes.

10 — Les syndicats américains ont versé 450 millions de dollars pour la campagne d'Obama en 2008. Une des grandes récompenses qu'ils en escomptaient était la Loi pour le Libre Choix du Salariné qui aurait aplani un certain nombre d'obstacles à la syndicalisation érigés depuis les années 1970. Bien qu'Obama se soit déclaré favorable à cette loi, elle a été oubliée au cours des mois qui ont suivi ces élections.

11 — Voir Republic Windows and Doors : une hirondelle (grève à Chicago) ne fait pas le printemps, *Echanges* n° 127 (hiver 2008-2009).

Même si les ouvriers avaient effectivement gagné quelque chose, ils avaient néanmoins perdu leur travail, petite réalité négligée par la publicité tapageuse faite autour de cette lutte par une bonne partie de la gauche « progressiste ».

Dans l'entreprise de biscuiterie Stella d'Oro à New York, la lutte se termina encore plus mal pour les travailleurs. Le 13 août 2008, 135 ouvriers du syndicat des boulangers-pâtisseries claquèrent la porte pendant la négociation de leurs contrats. Stella d'Oro, au départ une entreprise familiale chez qui de nombreux ouvriers travaillaient depuis des décennies, avait été reprise par une société d'investissement qui exigeait une réduction des salaires de 28 %, la fin des indemnités pour les heures supplémentaires du samedi et une contribution des ouvriers de 20 % au plan d'assurance-santé. Le syndicat voulut adopter une stratégie legaliste, ne faisant rien pour empêcher les jaunes de pénétrer dans l'usine et les transporteurs de livrer la farine, ou pour étendre la grève à d'autres unités. En mai 2009, les ouvriers proposèrent de reprendre le travail sans contrats et furent déboutés. Le syndicat les persuada qu'ils pouvaient espérer un arbitrage favorable du National Labor Relations Board, organisme de « médiation » du gouvernement américain. La grève se poursuivit jusqu'à fin juin 2009 ; le NLRB arbitra bel et bien contre « les pratiques injustes envers les travailleurs » de la société d'investissement puisqu'elle refusait de négocier avec le syndicat. Début juillet, le jour où les

ouvriers revinrent au travail, la direction annonça qu'elle fermait l'usine et le fit.

Fin janvier 2010 à Boron en Californie, 500 mineurs embauchés par Rio Tinto (troisième compagnie minière du monde) furent lock-outés après avoir refusé un contrat qui aurait supprimé leurs pensions, réduit leurs salaires et introduit la « flexibilité » des travailleurs – le tout justifié par les nécessités de la « compétition mondiale ».

À la mi-mai, la branche locale de l'ILWU (Syndicat international des dockers) ratifia un nouveau contrat accepté à 3 contre 1 par les travailleurs. Ce nouveau contrat incluait une augmentation de salaire de 2,5 % par an ; pour les nouvelles embauches, les pensions versées par l'entreprise seront (comme on l'a vu plus haut) remplacées par un plan 401 k avec une contribution de 4 % de l'entreprise ; les congés de maladie indemnisés passeront de 14 à 10 jours par an.

Dans ce cas encore, l'ILWU avait dirigé la grève sur une base legaliste et purement locale. L'encadrement et les jaunes, protégés par un fort effectif de police, purent travailler pendant toute la durée de la grève, malgré les efforts des travailleurs de Boron pour les en empêcher. On ne chercha jamais à mobiliser le soutien des travailleurs de la région. Le syndicat préféra lancer des appels impuissants lors de l'assemblée des actionnaires de Rio Tinto et organisa des rassemblements de nationalistes américains devant le Consulat britannique.

Comme dans le cas de Republic, le syndicat et les milieux de gauche « progressistes » proclamèrent leur victoire.

En août (2011), dans le nord-est des États-Unis, 45 000 travailleurs des télécommunications se sont mis en grève contre Verizon, organisés dans le CWA (Communication Workers of America) et l'IBEW (International Brotherhood of Electrical Workers). Verizon voulait « ajuster » leur contrat pour diminuer les pensions, changer les règles de travail et augmenter leur contribution à l'assurance-santé en invoquant le déclin du téléphone fixe et la progression du téléphone mobile et de l'Internet. Encore une fois, l'assurance-santé était au centre des préoccupations.

La grève fut « suspendue » au bout de deux semaines et les salariés reprirent le travail sans contrat, la négociation continua sans actions sur le lieu de travail ; le CWA prétend que la grève a fait preuve de sa « détermination ».

ATTAQUES CONTRE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC ET MOBILISATION DES ÉTUDIANTS

L'éducation est un autre secteur de la reproduction sociale dans lequel l'austérité imposée par l'État a déclenché une mobilisation de masse. Laissons de côté pour le moment la nature de l'enseignement à tous les niveaux comme vaste système de normalisation, conçu pour

maintenir les distinctions de classe et la hiérarchie et pour préparer les gens au travail et à la discipline sociale nécessaire dans des dizaines de millions d'emplois (finance, assurance, immobilier, par exemple) qui n'existent que parce que notre société est capitaliste. Une société communiste révolutionnera l'enseignement et le « travail » à tel point qu'on ne les reconnaîtra plus. Quoi qu'il en soit, au-dessous des écoles d'élite (majoritairement privées et où il faut déboursier environ 40 000 dollars par an), les écoles et les centres universitaires d'État « en parpaings » restent pour les jeunes de la classe ouvrière, à la suite de la désindustrialisation, le principal moyen d'accéder à des emplois plus intéressants que chez McDonald's¹².

En Californie où, jusque dans les années 1970, l'enseignement public était presque gratuit, les frais d'inscription s'élèvent à des milliers de dollars par an quel que soit l'établissement (« state college » ou « community college »). La plupart des étudiants doivent travailler au moins à temps partiel pour y rester et aussi accumuler des dettes, qui peuvent s'élever à 100 000 dollars au moment où ils obtiennent leur diplôme, lorsqu'ils souscrivent un emprunt pour leurs études.

Dans l'enseignement élémentaire et secondaire, avec les réductions de budget et les compressions de personnel, entamées en 1978 en partie à cause de la « révolte

12 — Chaque État possède son université (« state college »). Certaines sont réputées et prestigieuses et très élitistes. D'autres sont plus modestes selon les États et les moyens financiers dont elles disposent dans leur environnement social. Un « community college » est un établissement universitaire de 1re et 2e années et aussi un centre d'enseignement technique et technologique. (Note du traducteur.)

contre les impôts » de la droite populiste et qui se poursuivent, la qualité de l'enseignement public en Californie s'est régulièrement dégradée, et du premier rang cet État est passé au dernier, au même niveau que le Mississippi et la Louisiane. Les écoles doivent compter avec un nombre d'élèves par classe en constante augmentation, un matériel inadéquat (livres, etc.), des attaques contre les syndicats enseignants et le taux de financement par élève le plus bas des États-Unis. S'y ajoutent les taux d'incarcération qui montent en flèche (parmi les plus élevés des États-Unis) ; depuis les années 1990, tout le monde sait qu'en Californie il y a plus de Noirs en prison qu'à l'université. Les administrations Bush et Obama ont toutes deux tenté de résoudre ce problème à long terme en imposant une organisation des programmes scolaires de plus en plus étouffante, ne laissant plus aux enseignants que la possibilité de préparer leurs élèves à des tests de performance standardisés à tous les niveaux (il est bien connu que les élèves américains obtiennent les plus mauvais scores dans les études comparatives internationales pour les lycées). Voilà pourquoi en automne 2009, les étudiants des campus de Los Angeles et Berkeley de University of California (UC) se sont mobilisés contre une haus-

se supplémentaire des frais d'inscription, et à Berkeley des milliers d'entre eux se sont heurtés à la police. Ce fut le prélude à une mobilisation nationale, le 4 mars 2010, pour laquelle la Californie était encore à l'avant-garde. Cette fois le mouvement s'étendit, au-delà de l'UC relativement élitiste, aux petites universités d'État et aux lycées, enseignants et étudiants descendirent dans la rue. A Oakland en Californie, des centaines d'étudiants bloquèrent une autoroute importante pendant plusieurs heures.

Les actions californiennes furent les plus importantes parmi toutes les mobilisations qui eurent lieu dans plus de vingt États le 4 mars, mais aucune d'entre elles ne réussit à faire annuler les mesures d'austérité.

GRÈVES DANS LES PRISONS DE GÉORGIE ET DE CALIFORNIE

Toutes les tendances de la reproduction sociale sous tension – du chômage de masse aux syndicats des services publics de la police et des gardiens de prison¹³, au parcage des jeunes Noirs et Latinos dans le système pénitentiaire – en arrivèrent à leur point critique lors de la grève de décembre 2010 dans la prison de Géorgie et d'une importante

(13) Sur la relation entre l'éducation, les gardiens de prison et les syndicats des salariés du service public, voir John Garvey, « From Iron Mines to Iron Bars » (Des mines de fer aux barres de fer), dans *Insurgent Notes* n°1. A la Prison centrale de Corcoran en Californie, les gardiens organisaient des combats de gladiateurs entre les détenus. Lorsqu'une vidéo en témoigna, le mouvement syndical californien arrêta l'enquête car les gardiens étaient adhérents à la AFSCME (American Federal State County and Municipal Employees).

(14) L'information suivante concernant la grève de la faim et les conditions de détention dans les prisons californiennes provient du journal trotskyste *Workers Vanguard* (5 août 2011). Pour une vue d'ensemble des prisons et de l'application de la loi aux États-Unis, voir le livre de Christian Parenti, *Lockdown America : Police and Prisons in the Age of Crisis* (1999).

révolte pénitentiaire en Californie en juillet de cette année¹⁴.

La grève de Géorgie commença le 9 décembre ; plusieurs milliers de prisonniers noirs, blancs et latinos y participèrent dans sept prisons de l'État. Les grèves étaient coordonnées au moyen des téléphones portables.

L'exigence principale était un salaire pour le travail effectué en prison. Les autres revendications concernaient un meilleur accès à l'éducation, de meilleures conditions de vie, y compris une meilleure alimentation, l'accès aux soins médicaux, et le droit de recevoir les familles et de leur téléphoner. Au départ, la grève devait durer une journée, mais les prisonniers décidèrent de la poursuivre quand les gardiens y réagirent avec violence et les matraquèrent. Les gardiens détruisirent les objets personnels des détenus, coupèrent le chauffage et l'eau chaude et mirent certains prisonniers à l'isolement. Les autorités de l'État tentèrent de minimiser l'étendue de la grève et les média dominants cessèrent de la couvrir au bout de quelques jours. La grève dura six jours sans solution apparente hormis la promesse de l'État « d'enquêter ». En janvier, sept gardiens furent suspendus pour violences sur des prisonniers.

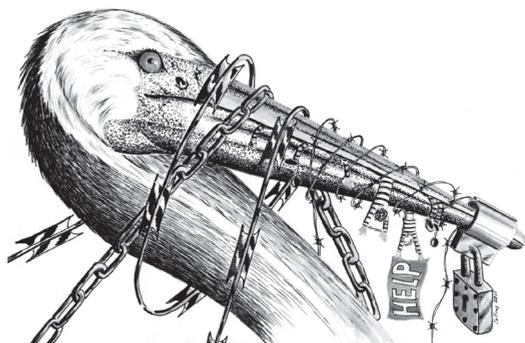
Depuis des années, la Californie est à « l'avant-garde » des États-Unis pour la construction de prisons de haute sécurité (Supermax). Un des établissements les plus connus se trouve à Pelican Bay.

15 — Les « mouchards » sont des prisonniers chargés de donner des renseignements sur leurs codétenus aux gardiens et à l'encadrement de la prison.

Pendant les trois premières semaines de juillet, les prisonniers des cellules d'isolement en béton du SHU (unité de haute sécurité) de Pelican Bay firent une grève de la faim, exigeant que cessent les punitions collectives, la suppression des « mouchards »¹⁵ mis en place par les autorités pénitentiaires, des contacts humains, des coups de téléphone hebdomadaires, l'accès à la lumière du jour et une meilleure alimentation. La grève s'étendit à treize prisons et 6 600 prisonniers. Les détenus des SHU sont enfermés dans des cellules sans fenêtres éclairées par des néons 22 h 30 par jour.

La grève prit fin le 21 juillet quand les autorités pénitentiaires acceptèrent d'autoriser les détenus des SHU à posséder des calendriers muraux, des bonnets de laine l'hiver (les cellules ne sont pas chauffées) et promirent de « revoir » l'institution du « mouchardage ».

Les conditions de vie dans les prisons californiennes (surpeuplées à 200 % de leur capacité) sont si révoltantes que la très réactionnaire Cour suprême des États-Unis les a déclarées en violation de l'amendement à la constitution américaine concernant les « punitions cruelles et hors du commun ».



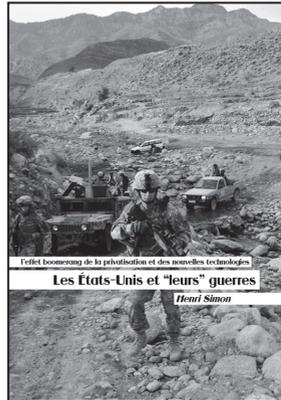
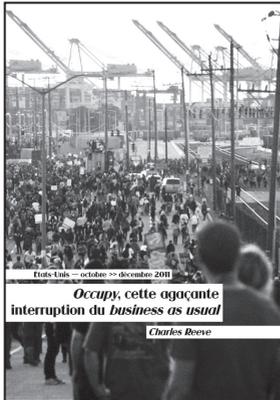
CONCLUSION

La réaction officielle à la crise de l'après-2007-2008 n'est autre qu'une tentative de restauration du statu quo antérieur du capitalisme en soutenant des milliards de dettes bancaires et immobilières. Les entreprises ont aussi accumulé des milliards, mais elles ne les investissent pas ; en même temps, elles se sont attaquées au salaire global en taillant dans les salaires, l'assurance-santé, les pensions, les crédits pour l'éducation et en saisissant les logements. L'infrastructure américaine est en train de s'écrouler et on estime à 2,3 milliards de dollars le coût des besoins en réparations et en remplacements.

Les « indicateurs sociaux »¹⁶ du « pays le plus riche du monde » montrent que la société est encore plus polarisée qu'avant la dépression des années 1930. Depuis la vague de grèves ouvrières de 1966-1973, les travailleurs américains ont subi des décennies de régression, perdant une lutte défensive après l'autre. Au cours de ce « long atterrissage forcé », et particulièrement depuis la crise de 2007-2008, toute la structure de la société américaine d'après-guerre s'est défaite. Dans ce contexte, le sentiment de colère est général dans la classe ouvrière mais n'a pas encore trouvé une forme de lutte adéquate. La question qui se pose est de savoir quand et comment ce processus s'inversera.

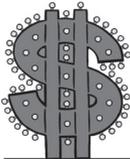
Loren Goldner, 29 août 2011.

16 — Par exemple, les États-Unis sont au 42e rang mondial pour l'espérance de vie, derrière un certain nombre de pays en voie de développement, et ils ont le taux de mortalité infantile le plus élevé de tous les pays « capitalistes avancés ».



Dans la même série, deux autres brochures :

- *Occupy, cette agaçante interruption du business as usual* de Charles Reeve (décembre 2011)
- *Les États-Unis et « leurs » guerres* d'Henri Simon (printemps 2011)



900 412 8577 641 24 0867 001 01 01
915 515 1377 6 481 0879 0202

